|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Mission 3 – Évaluer les risques sur un pays | | Capture d’écran |
| Durée : 40’ | Homme avec un remplissage uniouDeux hommes avec un remplissage uni | Source |

## Contexte professionnel

M. Gilles Sacardi, directeur de la société TransLed, est de retour de Moscou, où il a participé au salon OTDYKH LUXURY. Il a eu quelques contacts avec des revendeurs intéréssés par la nouvelle collection de sacs en cuire. Parmi eux, la société Tsum (groupe Mercury) envisage une commande de 180 sacs à l’occasion de l’ouverture de 8 magasins situés à Moscou, Saint-Pétersbourg, Novossibirsk Iekaterinbourg. Ils ont demandé des échantillons. N'ayant aucune expérience à l'export, il hésite à consolider ces contacts en participant à un autre salon Tsvztnooy, spécialisé dans la distribution de produits de luxe à Moscou du 15 au 17 mars prochain.

Conscient qu’il ne faut pas se décider à l’aveugle et qu’il doit convaincre ses employés avant de se lancer dans ce nouveau marché, M. Sacardi vous demande de réaliser une syn­thèse du marché russe.

## Travail à faire

À l’aide des **documents 1** à **3**,présentez de manière structurée et complète les différents risques pour une PME française en Russie.

**Doc. 1 L’embargo russe fragilise encore plus l’agriculture européenne**

L'embargo, décidé en août 2014 en représailles aux sanctions occidentales prises contre Moscou pour son soutien aux séparatistes ukrainiens, impose une interdiction totale d’entrée des principaux produits alimentaires – viande, produits laitiers, fruits et légumes et certaines denrées transformées – en provenance de l’Union, mais aussi des États-Unis, de l’Australie, du Canada et de la Norvège. Cependant, c’est la filière agricole européenne qui est le plus affectée dans la mesure où elle fournissait jusque-là 73 % des importations russes désormais soumises à embargo.

**Un climat de tensions et d’incertitude**

Les entreprises a priori non concernées par l’embargo russe commencent elles aussi à se poser des questions. *« Le climat de tensions et d’incertitude qui règne entre la Russie et l’Occident pèse également sur le climat des affaires »*, souligne un financier français qui a des intérêts en Russie et souhaite conserver l’anonymat. *« La dégradation n’est pas spectaculaire, mais les coopérations deviennent plus difficiles »*, poursuit-il. Pour le projet de voie ferrée rapide entre Moscou et Kazan, les entreprises occidentales ont ainsi toutes été écartées au profit des Chinois. Dans d’autres domaines, l’aéronautique ou les équipements électriques, par exemple, les dossiers traînent, les tracas administratifs se multiplient.

**La mauvaise passe de l’économie russe**

Après une croissance faible en 2014 (0,8 %), le PIB de la Russie devrait chuter d’au moins 3 % cette année. La plupart des indicateurs économiques sont dans le rouge : les exportations ont baissé de 30 % au premier trimestre et les prix ont augmenté de 16 % depuis que les sanctions économiques européennes ont été mises à exécution, en juillet 2014.

Le rouble a atteint, jeudi dernier, son plus bas niveau depuis près de cinq mois face à l’euro et au dollar. La monnaie européenne a même dépassé le seuil psychologique des 70 roubles. Ce qui a obligé la banque centrale russe à abaisser son taux directeur à 11 %.

Source : **Antoine d’Abbundo ;** <http://www.la-croix.com>

**Doc. 2 Risque pays Ducroire (Extrait)**

Une image contenant Site web

Description générée automatiquement

Conditions de couverture :

* De préférence pas de couverture des créances en USD
* Pas de couverture des transactions non autorisées par les sanctions européennes

*Source : www.ducroire.lu*

**Doc. 3 Appréciation du risque COFACE**

**Une situation politique et sociale fragile et un environnement des affaires déficient**

La popularité de V. Poutine au niveau national s'est renforcée au moment de l’intervention russe en Crimée en mars 2014. Le mécontentement existe pourtant au sein de la population, comme en témoignent les manifestations organisées en septembre 2014 pour demander l’arrêt des opérations militaires en Ukraine ou en décembre pour contester les reformes du secteur de la santé. La situation sociale pourrait se détériorer davantage dans un contexte de ralentissement économique, de hausse de I‘inflation mais aussi de durcissement du régime se traduisant notamment par un contrôle renforce de I‘État sur les médias et internet qui limite considérablement Ies capacités d’organisation et d'expression des mouvements d'opposition.

Les lacunes en matière de protection des droits de propriété, la faiblesse de la gouvernance et le manque de transparence des entreprises affaiblissent fortement l’environnement des affaires. La Russie est ainsi classée au 176e rang (sur 215) selon I'indice de gouvernance de la Banque Mondiale en matière de lutte contre la corruption qui reste un point faible récurrent.

*Source : COFACE*